

**LES SYNDICATS
CGT et UFCM/CGT
DES CHEMINOTS
de BOURGES**

Actifs et Retraités

- = -
5, Boulevard Clémenceau
18000 BOURGES

Motion

à

Monsieur le Président de la République

La Direction de l'entreprise ayant fait le choix de supprimer la table ronde du 29 mai sur l'avenir du Fret SNCF pour mieux négocier en sous main avec une poignée d'organisations syndicales ultra minoritaires, les cheminots(es) des chantiers exploitation et traction de Vierzon et Bourges se sont fortement mobilisés dans le cadre de l'appel à la grève nationale reconductible lancé par la CGT.

Ils rejettent catégoriquement la création d'une « Famille FRET » qui préfigure de la filialisation de cette activité et du démantèlement de la SNCF. Cette réorganisation s'apparente à un véritable saccage de l'activité FRET et conduit à ce qu'une partie du territoire (dont la région Centre) ne soit plus irriguée par le rail pour transporter les marchandises.

L'abandon depuis décembre 2007 du traitement des « Wagons isolés » (1 à 15 véhicules) sur nos sites de Vierzon et Bourges à conduit les chargeurs à reporter sur la route l'ensemble de leur trafic ceci en plein débat sur le grenelle de l'environnement car il n'y a pas, contrairement aux déclarations de l'entreprise, d'autres alternatives pour ces clients.

Les cheminots ont clairement identifié que cette énième restructuration conduisait les agents du Fret (conduite et exploitation) à se retrouver isolés du reste de l'entreprise pour mieux et plus facilement remettre en cause leurs conditions sociales sous l'angle de la casse de leur statut.

Ils s'opposent à la disparition de leurs établissements locaux, des charges de travail Fret et Voyageurs et aux nombreuses autres suppressions d'emplois envisagées sur les sites de Vierzon et Bourges. Avec la CGT, ils condamnent fermement cette stratégie de casse de leur outil et entendent imposer d'autres choix pour pouvoir continuer de vivre et travailler au pays.

Dans d'autres choix, ils attendent des décisions qui favorisent le développement de tous les types de trafics, de l'emploi, l'amélioration des conditions de travail et non pas des discussions de maquignon pour savoir à quel prix se brade le Fret, 200, 300, 400 € et pourquoi pas plus.

Aujourd'hui, les cheminots(es) de l'exploitation et de la traction de Vierzon et Bourges avec la CGT exigent :

- Le maintien des charges de travail et des acquis statutaires
- L'arrêt des suppressions d'emplois dans les gares et la mise en place des moyens humains, matériels et infrastructures nécessaires. Le rétablissement des postes supprimés, notamment à l'accueil voyageurs en gare de Bourges qui correspond à un besoin des usagers y compris en dehors des conflits sociaux.
- Le maintien des roulements des conducteurs multi activités capable d'assurer toutes les missions y compris de service public et ainsi assurer une réactivité de haut niveau.

- L'engagement d'une politique de développement du Fret conforme aux conclusions du Grenelle de l'environnement.
- Le rétablissement des relations grandes lignes sur les axes Nantes/Lyon (en attendant une éventuelle mise en place d'un TGV) et Paris/Orléans/Vierzon/Toulouse.
- Le maintien d'un service après-vente efficace et modernisé à la gare de Bourges dont on nous annonce la fermeture pour 2009, – 13 emplois dans une gare déjà durement touchée par les suppressions d'emploi ces dernières années, et ne comptant plus qu'une cinquantaine d'agents.

Les cheminots mobilisés et qui seront à nouveau en lutte le 17 juin 2008 pour les retraites, les salaires, l'emploi, la défense de l'entreprise, le maintien des 35 heures souhaitent que soient apportées très rapidement des réponses positives à l'ensemble de ces revendications.

Tous les projets de restructurations ou de réorganisation actuellement en débat avec la direction de l'entreprise dans tous les services notamment à « l'Équipement » (entretien, renouvellement des voies et installations ferroviaires...) conduisent à affecter la qualité de service et le haut niveau de sécurité qui font la réputation de la SNCF au niveau mondial depuis des décennies et se traduisent par de nouvelles suppressions d'effectifs.

Ils posent clairement la question de l'avenir des métiers de cette filière et celles des moyens pour le service public et commercial SNCF. Et ce n'est certainement pas la proposition de la Cour des Comptes, à savoir transférer les agents de l'infrastructure à Réseau Ferré de France (RFF) ou à les filialiser qui est susceptible de rassurer les cheminots et d'apporter une quelconque solution à une accélération de la remise à niveau et de la modernisation du réseau.

A la CGT à Bourges, à Vierzon, nous sommes pour le développement et le redressement durable de l'activité Fret sans démanteler l'entreprise intégrée, ni faire baisser les conditions sociales de ses salariés. Le dumping social ne doit pas avoir droit de citer dans une E.P.I.C.

Monsieur le Président de la République, comme vous pouvez le constater, les exigences sont nombreuses et relèvent d'un haut niveau de compréhension et d'engagement de la part des cheminots(es) et ne se contenteront pas de réponses alambiquées et encore moins en décalage avec leurs revendications.